

Aux errants

2002

Table des matières

La création du clandestin, la création de l'ennemi	3
L'accueil d'un camp de concentration	4
Un nouveau déracinement	5
Guerre civile	6
Deux issues possibles	6
Une machine qu'on peut briser	7

« Nous avons demandé de la main d'oeuvre, nous avons eu des hommes. » (Max Frisch)

Personne n'émigre pour le plaisir — c'est une vérité très simple que beaucoup veulent cacher. Si une personne laisse de bon gré sa terre et les siens, on ne l'appelle pas un migrant mais un touriste ou un voyageur. La migration, c'est un déplacement forcé, c'est errer à la recherche de meilleures conditions de vie.

Il y a actuellement 150 millions d'étrangers dans le monde à cause de guerres, coups d'Etat, catastrophes écologiques, famines ou simplement le fonctionnement normal de la production industrielle (destruction des campagnes et des forêts, licenciements de masse, etc). Tous ces facteurs composent une mosaïque d'oppression et de misère dans laquelle les effets de l'exploitation deviennent eux-mêmes des causes de souffrance et de déracinement, dans une spirale infinie qui rend hypocrite toute distinction entre "évacués", "migrants", "exilés", "demandeurs d'asile", "réfugiés", "survivants". Pensons à quel point les soi-disantes urgences écologiques (pénurie en eau, désertification, stérilité des champs) sont sociales : l'explosion d'une raffinerie de pétrole, unie à la destruction de toute autonomie locale sur laquelle elle a été construite, peut parfois changer le sort d'une population entière.

Contrairement à ce que voudrait nous faire croire la propagande raciste, l'immigration implique seulement pour 17% le Nord riche et concerne tous les continents (en particulier l'Asie et l'Afrique) ; ce qui signifie que pour chaque pays pauvre il y en a un encore plus pauvre d'où fuient des migrants. La mobilisation totale imposée par l'économie et les Etats est un phénomène planétaire, une guerre civile non déclarée et sans frontière : des millions d'exploités errent dans l'enfer du paradis marchand, ballottés de frontières en frontières, enfermés dans des camps de réfugiés encerclés par la police et l'armée et gérés par les organisations dites de charité — complices dans les tragédies dont elles ne dénoncent pas les causes réelles dans le seul but de profiter des conséquences — entassés dans les "zones d'attentes" des aéroports ou dans les stades, enfermés dans des camps appelés "centri di permanenza temporanea", et enfin emballés et expulsés dans l'indifférence la plus totale. À de nombreux égards, on peut dire que ces indésirables représentent notre réalité, et c'est aussi pour ça qu'ils nous effraient. L'immigré nous fait peur parce que nous voyons le reflet de notre misère dans la sienne, parce que dans son errance nous reconnaissons notre condition quotidienne : des individus de plus en plus étrangers dans ce monde et à eux-mêmes.

Le déracinement est la condition la plus répandue dans la société actuelle, et pour ainsi dire son "centre", et non pas une menace venue d'un mystérieux et terrifiant Ailleurs. C'est seulement en regardant mieux notre vie quotidienne que nous pouvons comprendre en quoi la condition des immigrés nous concerne tous. Mais nous devons d'abord définir un concept central, le concept de clandestin.

La création du clandestin, la création de l'ennemi

« [...] Qu'êtes-vous ? [...] Vous n'êtes pas du château, vous n'êtes pas du village, vous n'êtes rien. Et pourtant, vous êtes quelque chose, malheureusement, vous êtes un étranger, un qui est toujours de trop et toujours entre nos jambes, un qui provoque beaucoup de soucis, [...] dont on ne sait pas les intentions. » (F. Kafka)

Le "clandestin" est tout simplement un immigré qui n'a pas de papiers en règle. Et, bien sûr, pas par plaisir du risque et de l'illégalité, mais parce que dans la plupart des cas, pour avoir ces papiers, il devrait fournir des garanties qui ne feraient pas de lui un migrant, mais un touriste ou un étudiant étranger. Si ces critères étaient appliqués à tous, on serait jetés à la mer par millions. Quel chômeur italien, par exemple, pourrait fournir la garantie d'un revenu légal ? Comment feraient tous les précaires d'ici qui travaillent par l'intermédiaire d'agences d'intérim, dont les contrats ne sont pas reconnus aux immigrés pour le permis de séjour ? Et y a-t-il tant d'italiens qui vivent dans un appartement de 60 mètres carrés avec deux autres personnes maximum ? Lisons-les, les différents décrets (de droite ou de gauche) sur l'immigration, on comprendra alors que la clandestinisation des immigrés est un projet précis des Etats. Pourquoi ?

A un étranger, on peut plus facilement faire du chantage, lui faire accepter, en le menaçant d'expulsion, des conditions de travail et d'existence plus odieuses (précarité, déplacements continus, logements de fortune, etc.).

Et cette menace existe aussi pour ceux qui ont le permis de séjour, mais qui savent très bien à quel point il est facile de le perdre quand on n'est pas complaisant avec le patron ou les agents de police. Grâce à la menace des gendarmes, les patrons se procurent des salariés dociles, ou plutôt, de véritables travailleurs forcés.

Même les partis de la droite la plus réactionnaire et xénophobe savent très bien qu'une fermeture hermétique des frontières est non seulement techniquement impossible, mais aussi désavantageuse. Selon les Nations Unies, l'Italie devrait, pour maintenir l'actuel "équilibre entre population active et inactive", "accueillir", d'ici à 2025, un quota cinq fois supérieur à celui actuellement établi par an. En effet, la Confindustria suggère sans cesse de doubler le quota fixé jusqu'à maintenant.

La concession ou le refus de permis annuels et saisonniers détermine une hiérarchie sociale précise entre les pauvres. La distinction entre rapatriement forcé immédiat et expulsion (c'est à dire l'obligation, pour l'immigré irrégulier, de se présenter à la frontière pour être renvoyé à la maison) permet de choisir — sur la base de critères ethniques, des accords économique-politiques avec les gouvernements des pays d'où vient l'immigré et des besoins du marché du travail — ceux à clandestiniser et ceux à éloigner tout de suite. En effet, les autorités savent très bien que personne ne se présentera spontanément à la frontière pour se faire expulser ; certainement pas ceux qui ont dépensé tout ce qu'ils avaient — et parfois même plus — pour se payer le voyage. Les chefs d'entreprise définissent les caractéristiques des marchandises qu'ils achètent (l'immigré est une marchandise, comme nous tous d'ailleurs), l'Etat rassemble les données, la police exécute les ordres.

L'alarme donnée par les politiques et les mass media, les proclamations anti-immigration créent des Ennemis imaginaires, pour pousser les exploités d'ici à décharger sur un commode bouc émissaire les tensions sociales grandissantes et pour les rassurer, en leur faisant admirer le spectacle de pauvres encore plus précaires et victimes de chantage qu'eux ; et enfin, pour qu'ils se sentent membres d'un fantôme appelé Nation. En faisant de l'irrégularité — qu'ils créent eux-mêmes — un synonyme de délinquance et de danger, les Etats justifient un contrôle policier et une criminalisation des conflits de classe de plus en plus latents. C'est dans ce contexte qu'agit la manipulation du consensus après le 11 septembre, résumée dans l'ignoble slogan "clandestins=terroristes", qui unit, si on le lit dans les deux sens, la paranoïa raciste à la demande de répression envers l'ennemi interne (1^e rebelle, le subversif).

Ils hurlent, à gauche comme à droite, contre le racket qui organise le voyage des clandestins (décrit par les mass media comme une invasion, un fléau, l'arrivée d'une armée) alors que ce sont leurs lois qui le favorisent. Ils hurlent contre le "crime organisé" qui exploite énormément d'immigrés (fait exact mais partiel), alors que ce sont eux qui leur fournissent la matière première désespérée et prête à tout. Etat et mafia, dans leur symbiose historique sont unis par le même principe libéral : les affaires sont les affaires.

Le racisme, instrument d'exigences économiques et politiques, réussit à se répandre dans un contexte de massification et d'isolement généralisés, quand l'insécurité crée des peurs opportunément manipulables. Ça ne sert pas à grand chose de condamner moralement ou culturellement le racisme, car ce n'est pas une opinion ou un "argument", mais une misère psychologique, une "peste émotionnelle". C'est dans les conditions sociales actuelles qu'il faut chercher les explications de son expansion et, en même temps, les forces pour le combattre.

L'accueil d'un camp de concentration

Définir camps de concentration les Centri di Permanenza Temporanea pour immigrés en attente d'expulsion — centres introduits en Italie en 1998 par le gouvernement de gauche avec la loi Turco-Napolitano — ce n'est pas de la rhétorique, comme pensent au fond beaucoup de ceux qui utilisent cette expression. Il s'agit d'une définition stricte. Les camps nazis étaient des camps de concentration où étaient enfermés des individus que la police considérait, même en absence de conduite pénalement condamnable, dangereux pour la sécurité de l'Etat. Cette mesure préventive — définie "détention protectrice" — consistait à retirer tous les droits civils et politiques à certains citoyens. Qu'ils soient réfugiés, juifs, tziganes, homosexuels ou subversifs, il revenait à la police, après des mois ou des années, de décider de leur devenir. Les camps n'étaient donc pas des prisons où on purgeait une peine pour un délit, ni une extension du droit pénal. Il s'agissait de camps dans lesquels la norme établissait l'exception ; c'est à dire une exception légale à la légalité. Un camp ne dépend donc pas du nombre

d'incarcérés ni de celui des assassins (entre 1935 et 1937, avant la déportation des juifs, il y avait 7500 incarcérés en Allemagne), mais de sa nature politique et juridique.

Les immigrés finissent aujourd'hui dans les centres, indépendamment d'éventuels délits, sans aucune procédure pénale : leur incarcération décidée par le questore, est une simple mesure de police. Exactement comme en 1940 sous le régime de Vichy, quand les préfets pouvaient faire enfermer les individus "dangereux pour la défense nationale et la sécurité publique" ou bien "les étrangers en surnombre par rapport à l'économie nationale". On peut se rappeler la détention administrative en Algérie française, en Afrique du sud de l'apartheid ou les actuels ghettos pour palestiniens créés par l'Etat d'Israël.

Ce n'est pas un hasard si, au sujet des conditions infâmes des centres pour immigrés, les bons démocrates ne font pas appel au respect d'une quelconque loi, mais des droits humains — dernière chance pour des femmes et des hommes à qui il ne reste que l'appartenance à l'espèce humaine. On ne peut pas les intégrer en tant que citoyens, alors on fait semblant de les intégrer en tant qu'humains. L'égalité abstraite des principes masque partout les réelles inégalités.

Un nouveau déracinement

« Les immigrés qui débarquaient pour la première fois à Battery Park ne tardaient pas à se rendre compte que ce qu'on leur avait raconté de la merveilleuse Amérique n'était pas du tout exact : la terre appartenait peut-être à tous, mais ceux qui étaient arrivés en premiers s'étaient amplement servis, et il ne leur restait plus qu'à s'entasser à dix dans les taudis sans fenêtre du Lower East Side et travailler quinze heures par jour. Les dindes ne tombaient pas déjà rôties dans les assiettes et les rues de New York n'étaient pas en or. En fait bien souvent elle n'étaient pas pavées du tout. Et ils comprenaient alors que c'était justement pour les leur faire paver qu'on les avait fait venir. Et pour creuser des tunnels et des canaux, construire des rues, des ponts des grandes digues, des chemins de fer, défricher des forêts, exploiter des mines et des carrières, fabriquer des voitures et des cigares, des carabines et des vêtements, des chaussures, des chewing gums, du corned-beef et des savonnettes, et construire des gratte-ciels encore plus grands que ceux qu'ils avaient découverts en arrivant. »
(Georges Perec)

Si on fait quelques pas en arrière, il s'avère évident que le déracinement est un moment essentiel du développement de la domination étatique et capitaliste. Au début de cette domination, la production industrielle a arraché les exploités des campagnes et des villages pour les concentrer dans les villes. L'ancien savoir-faire des paysans et des artisans a été ainsi remplacé par l'activité forcée et répétitive de l'usine — activité impossible à contrôler, dans ses instruments et sa finalité, par les nouveaux prolétaires. Les fils aînés de l'industrialisation ont donc perdu au même moment leurs anciens lieux de vie et leurs connaissances antiques, celles qui leur permettaient de se procurer de manière autonome une bonne part de leurs moyens de subsistance. De plus, en imposant à des millions de femmes et d'hommes les mêmes conditions de vie (mêmes lieux, mêmes problèmes, même savoir), le capitalisme en a unifié les luttes, leur a fait retrouver des nouveaux frères pour combattre contre cette vie insupportable. Le vingtième siècle a marqué l'apogée de cette concentration productive étatique — dont les emblèmes étaient l'usine-quartier et les camps de concentration — et aussi l'apogée des luttes sociales les plus radicales pour sa démolition.

Lors des vingt dernières années, grâce aux innovations technologiques, le capital a remplacé la vieille usine par des nouveaux centres de production de plus en plus petits et délocalisés sur le territoire, désagrégeant aussi le tissu social à l'intérieur duquel ces luttes avaient grandi, et en déterminant ainsi un nouveau déracinement.

Ce n'est pas tout. La restructuration technologique a accéléré et facilité les échanges, en ouvrant le monde entier à la concurrence la plus féroce, en ruinant les économies et les modes de vie de pays entiers. En Afrique, en Asie, en Amérique Latine, la fermeture de nombreuses usines, les licenciements de masse, dans un contexte social détruit par le colonialisme, de la déportation des habitants des villages aux bidonvilles, des champs aux chaînes de montage, ont produit une foule de pauvres devenus inutiles à leurs patrons, des enfants indésirés du capitalisme. Si on ajoute la chute des pays soi-disant communistes et le racket des dettes organisé par le Fond

Monétaire International et la Banque Mondiale, on obtient une carte assez précise des migrations, des guerres ethniques et religieuses. Ce qu'on appelle aujourd'hui "flexibilité" et "précarité" est la conséquence de tout cela : un autre progrès dans la soumission aux machines, une augmentation de la compétition, une aggravation des conditions matérielles (contrats, santé, etc.). Nous en connaissons déjà la raison : le capitalisme a démantelé les "communautés" qu'il avait lui-même créées. Il serait de toute façon partiel de concevoir la précarité seulement au sens économique, c'est à dire absence d'un travail fixe et fierté du propre métier. Celle-ci est un isolement dans la massification, c'est à dire un conformisme fanatique sans espaces communs. Dans l'angoissant vide de sens et de perspectives, le besoin insatisfait de communauté revient, mystifié, sous forme de vieilles oppositions nationalistes, ethniques ou religieuses, une tragique reposition d'identité collective là où s'est évanouie toute réciprocité réelle entre les individus. Et c'est justement dans ce vide que s'installe le discours intégriste, fausse promesse d'une communauté qui s'est rachetée.

Guerre civile

Tout ceci nous amène de plus en plus vers un scénario de guerre civile permanente, sans faire de distinctions entre "temps de paix" et "temps de guerre". Le conflit n'est plus déclaré — comme l'a démontré l'intervention militaire dans les Balkans — mais simplement géré en garantissant le maintien de l'Ordre Mondial. Ce conflit sans trêve touche toute la société et les individus eux-mêmes. Les espaces communs de dialogue et de lutte sont remplacés par l'adhésion aux modèles marchands : les pauvres se font la guerre pour le sweat ou la casquette à la mode. Les individus se sentent de plus en plus insignifiants, et donc prêts à se sacrifier pour le premier leader nationaliste ou pour un bout de drapeau. Maltraités chaque jour par l'Etat, les voici à défendre avec zèle une quelconque Padania (désolée et polluée, avec des usines et des centres commerciaux partout — est-ce donc ça l'enviable "terre des ancêtres" ?). Attachés à ce mirage de propriété qui leur reste, ils ont peur de se montrer tels qu'ils sont : des engrenages interchangeables d'une Mégamachine, qui ont besoin de psycholeptiques pour tenir jusqu'au soir, de plus en plus envieux envers quiconque ayant seulement un peu l'air plus heureux qu'eux. A une rationalité de plus en plus froide, abstraite et calculatrice, correspond des pulsions de plus en plus brutales et inavouées. Alors, quoi de mieux qu'une personne différente de peau ou de religion pour décharger sa rancœur ? Comme disait un mozambicain, les "gens ont pris la guerre à l'intérieur d'eux". Certaines conditions externes suffisent pour faire tout exploser comme en Bosnie. Et ces conditions, on nous les sert avec soin. A l'universalisme capitaliste s'oppose, dans un tragique jeu de miroirs, le particularisme ethnique. Sous l'ordre institutionnel, avec ses espaces de plus en plus anonymes et surveillés, se prépare l'implosion des rapports humains. On dirait les mêmes sables mouvants d'où a surgit, dans les années trente, l'homme totalitaire.

Deux issues possibles

Pourquoi avons nous jusqu'ici parlé d'immigration et de racisme, étant donné que nous ne sommes pas directement concernés par le problème de l'errance et de l'expulsion ? Le capitalisme rapproche de plus en plus nos vies à la précarité et à l'impossibilité de décider de notre présent et de notre futur ; c'est pour cela que nous sentons frères, dans les faits, des exploités qui débarquent sur les côtes de ce pays.

Face au sentiment de dépouillement que des millions d'individus éprouvent envers un impérialisme marchand qui les oblige tous à rêver le même rêve sans vie, aucun appel au dialogue et à l'intégration démocratique n'est possible. Quoiqu'en disent les antiracistes démocratiques, il est trop tard pour les leçons d'éducation civique. Quand ils poussent partout — des bidonvilles de Caracas aux banlieues de Paris, des territoires palestiniens aux centres et stades où sont enfermés les clandestins — les camps où on assigne la misère ; quand l'état d'exception — c'est à dire la suspension juridique de tout droit — devient la norme ; quand on laisse littéralement pourrir des millions d'êtres humains dans les réserves du paradis capitaliste ; quand on militarise et blinde des quartiers entiers (Gênes, ça vous dit quelque chose ?), parler d'intégration est une énorme plaisanterie. A ces conditions de désespoir et de peur, à cette guerre civile planétaire, il n'y a que deux issues possibles : l'affrontement fratricide (religieux et de clan dans toutes ses variantes possibles), ou la tempête sociale de la guerre de classe.

Le racisme est la tombe de toutes les luttes des exploités contre les exploiters, c'est la dernière carte — la plus sale — jouée par ceux qui voudraient nous voir nous massacrer entre nous. Il peut seulement disparaître dans les moments de lutte commune, quand on reconnaît nos ennemis réels — les exploiters et leurs sous-fifres — et on se reconnaît en tant qu'exploités qui ne veulent plus l'être. Le conflit social des années soixante et soixante-dix en Italie — quand les jeunes ouvriers immigrés du sud rencontrèrent ceux du nord sur le terrain du sabotage, de la grève sauvage et de la totale déloyauté envers le patron — l'a prouvé. La disparition après les années soixante-dix des luttes révolutionnaires (du Nicaragua à l'Italie, du Portugal à l'Allemagne, de la Pologne à l'Iran) a affaibli la base d'une solidarité concrète entre les expropriés de la Terre. On pourra seulement reconquérir cette solidarité dans la révolte et non pas dans les discours impuissants des nouveaux tiersmondistes et des antiracistes démocratiques.

Donc, ou le massacre de clan et de religion, ou la guerre de classe. Et c'est seulement au fond de celle-ci que nous pouvons entrevoir un monde libre de l'Etat et de l'argent, dans lequel nous n'aurons besoin d'aucun permis pour vivre et voyager.

Une machine qu'on peut briser

Dans les années quatre-vingt, il y avait un slogan qui disait : "Aujourd'hui ce n'est pas tellement le bruit des bottes dont on doit avoir peur mais du silence des pantoufles". Maintenant, elles sont toutes de retour. Avec un langage de guerre sainte (les forces de l'ordre, l'"armée du bien" qui protège les citoyens des immigrés, l'"armée du mal", comme l'a affirmé récemment le président du Conseil), l'Etat organise quotidiennement des rafles d'immigrés. Leurs maisons sont dévastées, les clandestins sont ramassés dans la rue et déportés, enfermés dans les camps et expulsés dans l'indifférence la plus totale. Dans de nombreuses villes, des nouveaux centres de détention sont déjà en construction. La loi Bossi-Fini, continuation digne de Turco-Napolitano, veut limiter les permis de séjour selon la durée exacte du contrat de travail, ficher tous les immigrés, transformer la clandestinité en délit et renforcer la machine des expulsions.

Le mécanisme démocratique de la citoyenneté et des droits, bien qu'élargis, présupposera toujours l'existence d'exclus. Critiquer et essayer d'empêcher les expulsions des immigrés signifie critiquer en acte à la fois le racisme et le nationalisme ; cela signifie chercher un espace commun de révolte contre le déracinement capitaliste qui nous touche tous ; cela signifie entraver un mécanisme répressif tant important qu'odieux ; cela signifie briser le silence et l'indifférence des civilisés qui restent là à regarder ; cela signifie, enfin, discuter le concept même de loi, au nom du principe "nous sommes tous clandestins". Bref, il s'agit d'une attaque à un des piliers de la société étatique et de classe : la compétition entre les pauvres, le remplacement, aujourd'hui de plus en plus menaçant, de la guerre sociale par la guerre ethnique ou religieuse.

Pour fonctionner, la machine des expulsions a besoin de la participation de nombreuses structures publiques et privées (de la croix rouge qui cogère les camps aux entreprises qui fournissent des services, des compagnies aériennes qui déportent les clandestins aux aéroports qui organisent les zones d'attente, en passant par les associations dites de charité qui collaborent avec la police). Toutes ces responsabilités sont bien visibles et attaquables. Des actions contre les centres de détention (comme s'est arrivé il y a quelques années en Belgique et il y a quelques mois en Australie, où les manifestations se sont terminées par la libération de quelques clandestins), à celle contre les "zones d'attente" (comme en France, contre la chaîne d'hôtel Ibis, qui fournit des chambres à la police) ou pour empêcher les vols de l'infamie (à Francfort, un sabotage des câbles à fibres optiques avait mis hors d'usage, il y a quelques années, tous les ordinateurs d'un aéroport pendant quelques jours), il y a beaucoup d'actions qu'un mouvement contre les expulsions peut réaliser.

Aujourd'hui plus que jamais, c'est dans les rues que se reconstruit la solidarité de classe. Dans la complicité contre les rafles de la police ; dans la lutte contre l'occupation militaire des quartiers ; dans le refus obstiné de toute division que les patrons voudraient nous imposer (italiens et étrangers, immigrés réguliers et clandestins) ; en ayant conscience que tout outrage subi par chaque exproprié de la Terre est un outrage à tous — c'est seulement ainsi que les exploités de mille pays pourront enfin se reconnaître.

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



Aux errants
2002

Consulté le 17 août 2016 de ravageditions.noblogs.org
Agli Erranti, texte édité la première fois en juin 2002 par Stranieri Ovunque (Turin), traduit de l'italien et publié dans *Cette Semaine* #85, août/septembre 2002, pp. 5-7. Édité sous forme de brochure par Ravage Editions.

fr.theanarchistlibrary.org